

5e conférence régionale contre la pauvreté



C'est chez <u>Proman</u> que s'est déroulée la 5° Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Ni dans une préfecture, ni dans une mairie, ni dans une Chambre de commerce et d'industrie, ni dans une Chambre des métiers et de l'artisanat mais bien dans les locaux d'une entreprise-leader des Alpes-de-Haute-Provence et 4° acteur européen sur le marché du travail en intérim et du recrutement en CDD et CDI.

Et ce choix d'une entreprise est celui de son président-fondateur, Roland Gomez. A 70 ans passés, il affiche un chiffre d'affaires de 2,387 milliards d'euros, emploie 3 000 collaborateurs permanents et 75 000 intérimaires dans 14 pays. Mais ce patron n'est pas qu'un homme d'affaires, c'est avant tout un homme de cœur. Il se plaît à citer Henry Ford : « L'entreprise doit faire des profits, sinon, elle mourra.



Mais si l'on tente de faire fonctionner une entreprise uniquement sur le profit, alors elle mourra car elle n'aura plus de raison d'être ». Pour lui, la performance économique et la solidarité ne sont pas antinomiques, au contraire. « Il faut des synergies pour construire une société plus généreuse qui donne leur chance aux plus fragiles, ceux qui sont au bord de la route. »

« Il faut construire une société plus généreuse. »

Roland Gomez, président fondateur de Proman



Roland Gomez, fondateur de Proman.

Une vision qui résonne en totale harmonie avec la '<u>Stratégie pauvreté</u>' lancée en septembre 2018 par le Président de la République. D'autant que La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3° région de France Métropolitaine la plus touchée par la pauvreté, après la Corse et Les Hauts de France (<u>le</u>



<u>Vaucluse le 5^e département le plus pauvre</u> de l'hexagone avec un taux 20%).

<u>Joëlle Chenet</u>, Commissaire auprès du Préfet de Région en charge de la stratégie anti-pauvreté et cheville ouvrière de cette conférence insiste : « La crise sanitaire a généré des alliances inédites, le soutien de l'Etat a permis de maintenir le pays debout mais les inégalités sont parfois encore plus visibles. Et si cette crise était l'élément déclencheur d'une société plus inclusive, d'une prise de conscience collective de la nécessité de bâtir les fondations d'une relation plus étroite entre les entreprises et le territoire, ses habitants, ses élus et le monde associatif ? »

Le Préfet de région <u>Christophe Mirmand</u> le martèle : « Il nous faut prévenir la reproduction de la pauvreté et en sortir par l'emploi ». De citer quelques chiffres de ce qu'a mis en œuvre la Préfecture de la Région Sud depuis le Covid : « 7 000 jeunes ont pu s'insérer grâce à la 'Garantie Jeunes', 8 600 décrocheurs ont été pris en charge, 4 800 personnes ont bénéficié d'un accompagnement global de Pôle-Emploi, 1 200 sans-abris ont eu accès à un logement autonome, 230 places de crèches ont été créées. »

860M€ pour la relance en Paca

Il a décliné aussi le Plan de relance en Paca (860M€) : « 590 000 salariés ont été indemnisés par le chômage partiel, 211 000 entreprises ont touché le Fonds de Solidarité. On compte 163 000 bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active), 25 000 de l'Allocation Solidarité, 94 000 de l'Allocation Adulte Handicapé, 351 000 foyers qui ont reçu une aide exceptionnelle de solidarité ainsi que 37 500 jeunes de moins de 25 ans qui ont reçu un coup de pouce ». Autre chiffre significatif, l'aide alimentaire versée par l'Etat. Elle a carrément été multipliée par 12 en 2020, passant de 1M€ à 12M€...

S'agissant des Alpes de Haute-Provence lieu de la Conférence Régionale : « Elles représentent seulement 3% de la population de la Région Sud (avec un taux de pauvreté de 17%, et 28% de jeunes hors formation professionnelle) mais 22% du territoire. Il faut donc mutualiser toutes les énergies pour une société plus inclusive et tricoter de nouveaux partenariats pour mieux vivre ensemble » a conclu le Préfet de Région.





Christophe Mirmand, préfet de Région.

« Simplement solidaire »

Dans son intervention, Roland Gomez a insisté : « L'humain est au centre de nos préoccupations, aux côtés des associations, des missions locales, des écoles de la 2^e chance. En France, 1 million et demi de mineurs vivent sous le seuil de pauvreté, 2 enfants sur 3 ne partent pas en vacances ». Lui qui a créé la 'Fondation Proman' en 2019 dont la devise est 'Simplement solidaire' le dit : « Nous devons aller encore plus loin au service des plus vulnérables, c'est un enjeu social déterminant et un impératif quotidien. Nos motivations sont simples : incarner les valeurs de l'entreprise, bienveillance, humanité ».

Lors de la première table ronde sur 'Les entreprises- collectivités locales-associations partenaires de la cohésion sociale des térritoires', <u>Daniel Margot</u>, président de la CCI 04 et patron de '<u>La Savonnerie de Haute-Provence</u>', a préconisé la visite régulière des entreprises du départements par les écoliers, collégiens, lycéens pour connaître les débouchés locaux, les filières mais aussi les métiers de demain avec les énergies renouvelables. « Avant c'était marche ou crève avec un productivisme à outrance, maintenant le personnel est mieux traité, travaille dans de meilleurs conditions, le patron échange, partage avec ses collaborateurs, c'est un facilitateur dans un climat de confiance. »



A la rencontre des jeunes isolés

Autre intervenant, Bruno Galy, directeur régional des 'Apprentis d'Auteuil' qui ont des antennes à Tarascon, Arles, Marseille, Toulon, Brignoles et Nice. Créée en 1866 pour secourir les orphelins des rues, cette fondation a été reconnue d'utilité publique en 1929. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle s'occupe de près de 4 000 jeunes et familles. « Le but est qu'ils deviennent des adultes épanouis. La relation en entreprise a évolué, c'est davantage une alliance. Nous avons un 'Bus des possibles' qui quadrille la région, surtout en milieu rural pour rencontrer les jeunes isolés et les raccrocher à un projet de vie, leur montrer le chemin de la dignité. Comme le colibri nous apportons de l'eau, goutte après goutte, mais nous n'avons pas la folie des grandeurs et la prétention de sauver le monde. »

Pour conclure, <u>Jean-Michel Scuitto</u>, directeur risques, audit, éthique et RSE chez <u>GSE</u> à Avignon et représentant de '<u>Global Compact</u>' a rappelé ce qu'était ce relais des Nations-Unies : « Un cadre d'engagements universels et volontaires articulé autour de principes relatifs au respect des Droits Humains, des normes internationales du travail, de l'environnement et de lutte contre la corruption ». Il avait été initié au Sommet de Davos en 1999 par Kofi Annan pour éliminer le travail forcé ou obligatoire, les discriminations et le travail des enfants.

Recruter autrement

Seconde table ronde 'Recruter autrement', avec d'entrée de jeu une annonce-choc de <u>Mathilde Dufourcq</u>, ancienne présidente du CJD (Centre des Jeunes Dirigeants) et directrice générale <u>d'APS-Prévoyance</u> à Châteaurenard : « Chez moi, ni CV (curriculum vitae), ni lettre de motivation ! »

« On a cassé la chaîne de la pauvreté. »

Mathilde Dufourcq, directrice générale d'APS-Prévoyance

A la tête d'une société d'utilité sociale créée par son père, <u>Jacky Dufourcq</u>, en 1985, elle travaille sur les Bouches-du-Rhône, le Gard et le Vaucluse dans le secteur de la santé. « Je donne sa chance à chacun à l'issue d'un entretien d'embauche 'face to face'. Les plus motivés sont pris, un plan de formation de 400 heures a été réalisé depuis 5 ans, le taux de réussite est de 60%. On a cassé la chaîne de la pauvreté, on a aidé les plus démunis, ils ont retrouvé l'estime de soi. On peut allier envie personnelle et business, la preuve : on fait des bénéfices, donc ce modèle est viable et me donne une bonne raison de me lever chaque matin. »

Pour sa part, Didier Long, président de <u>l'Union des Entreprises des Alpes-de-Haute-Provence</u> a un credo : « Chacun a un potentiel, une compétence, un rôle à jouer pour contribuer à l'essor du territoire et des jeunes. Même les autistes! Ils ont une rigueur extrême, si vous leur dites de mettre 31 grammes de sucre, vous ou moi on en mettra 30, 35 mais lui 31, avec toujours les mêmes gestes précis ».

Nul n'est inemployable

Autre intervenant, Laurent Laïk de 'La Varappe' à Aubagne. Il part d'un principe simple : « Nul n'est



inemployable et l'entreprise est le meilleur lieu pour insérer ceux qui sont au bord du chemin ». Et il sait de quoi il parle, il édite 6 000 bulletins de salaire par mois avec des structures qui travaillent dans le secteur de la revalorisation des déchets, de l'éco-contruction et du médico-social dans toute la France sauf les Hauts de France. « On a du mal à recruter, l'ascenseur social ne fonctionne plus alors qu'avant on brisait le plafond de verre en une génération. Maintenant, il est bloqué au rez-de-chaussée et il faudra 16 générations pour s'en sortir ». Laurent Laïk a aussi signé un partenariat avec Vinci autoroutes et a recruté 70 personnes qui entretiennent les bretelles et aires d'autoroutes de l'hexagone.



Plus de 200 personnes ont participé à cette 5e Conférence régionale sur la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qui s'est tenue dans les locaux de Proman.

Partenariat gagnant pour tous

Dernier témoignage, celui du directeur du Pôle Emploi des Alpes-de-Haute-Provence, Richard Spinoza. Que n'a-t-on pas entendu, depuis des décennies sur l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) devenue Pôle Emploi... « Nous avons changé, évolué grâce à un outil, la MRS (Méthode de recrutement par simulation) qui évalue l'aptitude, l'habileté d'un candidat à exercer tel métier avec des mises en situation au cas par cas. Ces tests sont conçus avec l'employeur à la recherche de main d'œuvre pour détecter le bon profil, c'est un partenariat gagnant pour tous, le demandeur d'emploi, le patron et Pôle Emploi. En



plus, existe désormais un guichet unique, le demandeur d'emploi explique ce qu'il est une fois pour toutes, pas besoin de répéter chaque fois son parcours, ses compétences, ses ambitions ». Richard Spinoza qui est par ailleurs élu dans le Var a cité l'exemple d'un centre commercial dont le futur directeur avait étudié en amont les besoins en vendeurs, chefs de rayons, agents de caisse. « Au départ 1 200 offres avaient été lancées, finalement, grâce à l'anticipation, aux réunions préalables, rencontres, explications, échanges, réunions publiques de tous, 1 600 varois ont trouvé du travail. »

Ouvrir le champ des possibles

Concrètement, au terme de deux heures de débats, et en présence de <u>Marine Jeantet</u>, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, un premier document, un SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi), était co-signé par le préfet de Région, Violaine Demaret, la préfète des Alpes-de-Haute-Provence et Eliane Bareille, présidente du Conseil Départemental 04.

Quant à l'infatigable Roland Gomez, en plus de la Fondation Proman, il a lancé une autre action à mener, il veut dynamiser les 'Entreprises du Cœur' et trouver '1 000 parrains pour 1 000 enfants', des enfants fragiles de toute la région Sud. « Mon but est d'ouvrir pour eux le champ des possibles en formation, sports, culture mais aussi leur donner de l'amour. » Au départ, il prévoit 1000 à 3000 € par an et par enfant dès l'âge de 10 ans jusqu'à sa majorité, ce qui sur 10 ans coûtera entre 10 et 30M€. « On gagne sa vie avec ce que l'on reçoit mais on la bâtit avec ce que l'on donne », conclut le fondateur de Proman en citant Winston Churchill.

Trop de bla-bla?

Quant aux jeunes invités à assister à cette conférence régionale sur la pauvreté, à imaginer leur futur travail et à commenter les échanges des débateurs, ils n'y sont pas allés par 4 chemins. Francs, directs, sans ambage, Schouka, Lisa, Aléna et Anthony ont pris la parole pour conclure qu'il y avait eu « Trop de bla-bla... »

Et malgré tous les dispositifs déployés depuis le début de la crise sanitaire, aide alimentaire, 'Garantie Jeunes', '1 jeune 1 solution' et les 1 098 jeunes embauchés comme apprentis (+ 24% en 1 an dans les Alpes-de-Haute Provence, quand la moyenne est de 52% en PACA et 41% en France), leur parcours n'a pas été un long fleuve tranquille. Et le financement d'un ordinateur, d'un permis de conduire, d'un véhicule même d'occasion, de la location d'un petit studio, ça coûte « un pognon de dingue », expliquentils en chœur.